

# ● résolution politique

La Résolution politique, votée par la DPN du PSU, s'inscrit dans la continuité de la double démarche du parti : développement du courant autogestionnaire, recherche d'une véritable unité populaire contre le régime. Depuis le Conseil National de novembre, le « paysage » politique français a sensiblement changé. Il s'agissait de tenir compte de cette évolution, de l'intégrer dans nos analyses, sans remettre en cause une ligne politique qui semble avoir encore gagné en crédibilité.

ORS de son Conseil National en Novembre 1973, le PSU s'était fixé trois objectifs :

— développer dans les luttes sociales une stratégie de contrôle ouvrier et de contrôle populaire ;

— permettre l'apparition d'une force autogestionnaire, tant par la création d'un vaste mouvement pour l'autogestion socialiste que par le renforcement politique et organisationnel du PSU ;

— construire une véritable unité populaire contre le régime sur la base initiale d'un pacte d'unité d'action anticapitaliste des forces politiques et syndicales du mouvement ouvrier.

Dans ces trois directions, le PSU constate des avancées significatives qui lui permettent d'intensifier son combat.

**1) La stratégie de contrôle ouvrier inscrite depuis plusieurs années dans plusieurs luttes sociales (Cerizay, Saint-Dié, Grenoble, Péchiney, Evian, Chantiers de la Clyde...) a acquis grâce au combat des travailleurs de Lip une audience et une crédibilité considérables.**

Elle a fait la preuve d'abord de son efficacité dans la conduite de l'action syndicale et politique, et a montré l'importance d'une véritable démocratie ouvrière et syndicale. Elle vient de prouver ensuite, après l'accord survenu à Dôle, qu'elle est opératoire pour remporter des succès. Sans maîtrise de l'information, sans combat simultané sur l'ensemble du terrain social, économique, politique et idéologique, Lip

aurait rapidement sombré dans l'oubli et l'échec. MAI 68 — LIP 73 — cette double référence est le signe de la transformation profonde qui s'opère dans le mouvement ouvrier français — transformation qui manifeste que le socialisme autogestionnaire est un projet porté par un nombre croissant de travailleurs.

**2) Cette situation rend plus nécessaire encore la constitution d'une force politique autogestionnaire et d'un vaste mouvement pour l'autogestion socialiste.**

L'adhésion des Centres d'Initiative Communiste au PSU, la volonté de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire d'entamer un processus d'unification avec lui, accroissent les responsabilités du PSU et rendent nécessaire une transformation de ses structures et de ses modes d'intervention afin de constituer un outil adapté à son projet autogestionnaire.

## **nécessité du débat**

Toute aussi importante est la volonté manifestée par un nombre croissant de mouvements et d'organisations populaires de construire un mouvement pour l'autogestion socialiste. La tenue d'Assises nationales pour l'autogestion les 20 et 21 avril, constituera une étape importante dans cette voie. Le PSU y participera activement. Il souhaite qu'elles puissent constituer une première base dans la construction du mouvement pour l'autogestion socialiste en permettant un élargissement et une coordination des actions engagées dans cette voie. Il sera également partie prenante

de toutes les initiatives permettant de faire avancer la perspective autogestionnaire au sein du mouvement ouvrier. Les colloques organisés par la CFDT doivent y contribuer fortement.

**3) L'actualité du projet autogestionnaire, le caractère opératoire d'une stratégie de contrôle ouvrier et populaire constituent des faits importants que l'ensemble du mouvement ouvrier ne peut se permettre de négliger. La situation économique et sociale exige de la part du mouvement ouvrier une véritable alternative. Celle-ci doit notamment s'exprimer par :**

— la définition d'une plateforme d'action anticapitaliste et des moyens de cette action, en particulier pour la lutte contre la vie chère, le maintien de l'emploi et la lutte contre la répression et les forces répressives ;

— le développement d'actions communes des forces populaires — à la base et sur de nouveaux terrains — particulièrement pour des secteurs (aéronautique) ou des régions spécialement touchées est très significatif de la crise comme du type de développement qui la produit ;

— l'approfondissement des grandes lignes d'une nouvelle croissance, liée à une nouvelle organisation sociale : choix collectifs sur les priorités, politique de l'énergie, développement des activités non marchandes...

La situation politique marquée par un durcissement autoritaire du régime rend nécessaire une unité combative et dynamique qui n'interdit pas le débat sur les divergences qui traversent le mouvement ouvrier. A cet égard le projet d'accord des cadres CGT et CGC, la campagne contre la façon dont les travailleurs de Lip ont conduit leur lutte, la volonté d'un rapprochement avec les centristes de la part du Parti Socialiste et l'intolérance du Parti Communiste à l'égard des critiques de la réalité soviétique constituent des éléments inquiétants pour l'avancée de l'unité du mouvement ouvrier. La gauche ne peut s'affirmer que sur des bases anticapitalistes claires et en sachant ouvrir en son sein un vrai débat sur la nature du socialisme. Dans cette perspective, le PSU avait proposé lors de son Conseil National un pacte d'unité d'action aux forces politiques et syndicales.

**Cette proposition a ouvert un débat**

**important et positif.** Les Partis signataires du Programme Commun ont reconnu la nécessité d'une unité plus large et plus combative et se déclarent prêts à élaborer une plate-forme d'objectifs concrets. Le Parti Socialiste et la CGT ont fait part de leur accord sur une plate-forme commune des syndicats et des partis. La CFDT, tout en souhaitant auparavant un débat intersyndical, a exprimé la volonté d'une confrontation avec les partis politiques pour élaborer des « **objectifs de transformation ouvrant la voie au socialisme** ».

Par ailleurs, le PSU poursuit un travail important avec le Parti Communiste avec la volonté d'établir un accord sur des objectifs de lutte à l'intérieur comme à l'extérieur de la production.

## **vite et loin**

**Ces différentes initiatives et prises de position constituent des avancées importantes. C'est pourquoi le PSU se tient prêt à en débattre avec l'ensemble des organisations politiques et syndicales de gauche.**

Ce débat est d'autant plus nécessaire qu'un certain nombre de questions restent aujourd'hui sans réponse ou divisent le mouvement ouvrier : celles qui portent sur le modèle de développement et de croissance, sur la nature du socialisme et sur le type de transition à réaliser, sur l'articulation entre des objectifs anticapitalistes et la perspective d'une alternative globale à ce régime. **A partir des propositions du Manifeste de son Congrès de Toulouse, le PSU engagera une campagne et un débat national sur ces problèmes.**

**Compte tenu de la situation économique, sociale et politique, l'année 1974 représente une échéance importante pour le mouvement ouvrier.** S'il ne sait pas transformer et approfondir son unité, s'il ne prend pas complètement en charge les questions nouvelles qui naissent de la lutte des classes, de la situation économique nouvelle qui s'ouvre pour les pays industriels développés, il risque de demeurer indéfiniment une force d'opposition et non d'alternative. **Il faut aujourd'hui aller vite et loin. Aux yeux du PSU, ce n'est pas un souhait, c'est une nécessité.**